

EN ESPAGNE

Trois agents consulaires enlevés au Pays basque

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél : 246-72-23

L'évolution de l'Europe de l'Est

POLOGNE : l'accord avec les paysans a calmé l'agitation

Réalisme à Varsovie

Une semaine après sa prise de fonctions, le général Jaruzelski, premier ministre polonais, peut se targuer d'avoir dissipé l'atmosphère de crise et d'épreuve de force sans cesse différée qui régnait dans son pays. Il y est parvenu, non par quelque surprenante conversion à un libéralisme qui permettrait de passer en plein hiver à un « printemps de Varsovie », mais en faisant prévaloir, face à une contestation virulente et parfois désordonnée, des compromis réalistes et précis ne donnant plus à l'interlocuteur l'impression d'avoir été floué, comme dans le passé, par des concessions en trompe-l'œil.

C'est le cas de l'accord conclu avec les étudiants. Leur Union indépendante est enregistrée et leurs doléances les plus vives sont satisfaites puisque, dans des universités désormais dotées d'une certaine autonomie, ils se voient débarrassés notamment du « stage ouvrier » et de l'assistance obligatoire aux cours de marxisme. En revanche, le gouvernement n'a pas transigé sur un point capital à ses yeux : la référence à la Constitution qui figurera dans les statuts du nouveau mouvement. Pour ce qui est de l'accès aux médias, le premier ministre n'a pas même concédé tout ce qui avait été promis par son prédécesseur.

Avec les agriculteurs, c'est à un compromis sans doute plus lourd de conséquences que sont parvenus les négociateurs officiels. L'ensemble des textes signés est en effet suffisamment dépourvu d'ambiguïté pour que, en cas de retard ou d'entrave à leur application, de forts mouvements de protestation se développent, comme cela a été le cas pour l'accord de Gdansk. Mais une réalisation pleine et entière de ces engagements permettrait à l'inverse de redonner vie à une agriculture épuisée par la guerre larvée menée contre le secteur privé, l'inefficacité des secteurs socialisés, le découragement des propriétaires individuels et leur crainte d'investir. Les réformes annoncées ne créeraient pas un fait nouveau — le maintien de l'agriculture privée, — mais permettraient simplement de ne plus ruiner tout un pays dans un combat vain contre les faits. La faillite de l'agriculture est l'une des causes fondamentales de celle de l'économie, et c'est cette réalité qui permet d'espérer que le gouvernement n'a pas signé l'accord de Rzeszow uniquement pour stopper une vague d'agitation.

La preuve désormais apportée que le pouvoir entend bien « conduire le changement » a suscité un vif soulagement, beaucoup de Polonais estimant avec leur ministre des affaires étrangères, M. Czyrek — qui exprimait son sentiment jeudi au cours d'une visite à Copenhague, — que « des attitudes réalistes, raisonnables et responsables, comme beaucoup de pays d'Occident en adoptent, réussiront à prévaloir ». L'impression que le gouvernement de Varsovie a repris l'initiative et n'est plus à la merci de l'événement a suscité une vive satisfaction en Hongrie, notamment où l'on se félicite de la fin des « grèves anarchistes ».

En recevant les ambassadeurs occidentaux, représentants des principaux créanciers du pays, le général Jaruzelski leur a annoncé qu'il « ne permettrait pas que la Pologne fasse faillite ». Peut-être ne songait-il pas seulement au spectre de la banqueroute, mais aussi à l'intervention extérieure, dont le réalisme de la nouvelle équipe dirigeante polonaise écarte le péril dans l'immédiat.

ROUMANIE : M. Ceausescu reconnaît que l'agriculture a été « négligée »

A l'approche du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique, qui s'ouvre le 23 février, les autorités polonaises sont parvenues, en signant avec les étudiants puis les agriculteurs d'importants accords, à détendre considérablement l'atmosphère dans leur pays, où l'on ne signale plus aucune grève ou agitation ce vendredi 20 février. Les paysans ont obtenu largement satisfaction sur le prix d'achat de leurs produits par l'Etat, les garanties à la propriété privée, et peuvent espérer la reconnaissance d'un syndicat du monde rural.

Ces accords sont de nature à arrêter la dégradation de la situation économique alors que se prépare la réunion, la semaine prochaine à Paris, des pays créanciers de Varsovie, et que vient d'être signé un accord commercial prévoyant l'accroissement en 1981 des échanges entre la Pologne et l'U.R.S.S.

Sans doute instruit par l'expérience polonaise, le président Ceausescu, chef de l'Etat et du parti roumain, a reconnu jeudi que sa politique d'industrialisation avait conduit à « négliger » l'agriculture.

L'U.R.S.S. A LA VEILLE DU XXVI^e CONGRÈS

I. — Relève sans succession ?

De notre correspondant DANIEL VERNET

Moscou. — L'image de l'U.R.S.S. qui s'impose de prime abord à la veille du XXVI^e congrès du parti communiste soviétique est toujours celle de la stabilité : stabilité du personnel dirigeant comme des thèmes de discussion. Pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, ou la fête du 1^{er} mai, ce sont, à quelques exceptions près, les mêmes hommes qui s'alignent depuis des dizaines d'années dans un ordre pratiquement immuable au-dessus du mausolée de Lénine. Image doublement trompeuse, parce qu'elle donne une représentation déformée de la réalité et surtout parce qu'elle empêche de remarquer les subtils déplacements annoncia-treux de changement.

Depuis le XXV^e congrès en 1976, les effectifs du bureau politique, membres titulaires et suppléants confondus, sont restés stables : six ont disparu (trois sont morts, trois ont abandonné leur charge), six nouveaux les ont remplacés (1). Six sur vingt-deux, c'est un peu plus du quart, et l'on ne peut pas dire que les mutations aient apporté beaucoup de sang neuf : la moyenne d'âge des membres à part entière du B.P. (soixante-huit ans et demi) a augmenté de trois ans malgré la promotion rapide d'un « jeune » de quarante-neuf ans, M. Gorbatchev, largement compensée par la nomination d'anciens. La moyenne d'âge des nouveaux est

tout de même de soixante-cinq ans.

Pour le décharger des obligations les plus lourdes de chef de l'Etat, M. Leonid Brejnev s'est choisi un adjoint de cinq ans son aîné, M. Kouznetsov, qui vient de fêter son quatre-vingtième anniversaire. Pour remplacer Alexis Kossyguine à la tête du gouvernement, on a désigné M. Tikhonov, soixante-seize ans. Il n'y a pas de meilleure illustration du vieillissement général de la direction soviétique.

(Lire la suite page 5.)

Les remous monétaires

Les mesures prises par Bonn accentuent le recul du dollar

Alors que le plan Reagan continue de susciter un certain scepticisme dans les milieux financiers, la baisse du dollar s'est sensiblement accentuée vendredi matin, sur les marchés des changes. Il valait, à Paris, aux environs de 4,8950 francs contre un peu plus de 5 francs la veille et 2,0950 deutschemarks à Francfort (contre 2,16) et 1,89 franc suisse à Zurich (contre 1,93).

Ce recul est la conséquence du relèvement du taux d'escompte de la Banque nationale suisse et des mesures prises par la Bundesbank pour provoquer une hausse des taux d'intérêt en Allemagne fédérale, décisions qui ont provoqué d'importants ordres d'achats sur le franc suisse et le mark allemand dont la position s'est encore améliorée vis-à-vis du franc français.

L'attente du plan Reagan avait fait monter le dollar. Son annonce l'a fait baisser. Sinon à un retournement de la situation, c'est du moins à un changement très net de direction qu'on assiste sur les marchés, dont l'orientation a aussi été influencée par les mesures restrictives que les autorités monétaires allemandes, après avoir tergiversé pendant plusieurs semaines, ont enfin prises, à l'occasion de la réunion, jeudi, du conseil de la Bundesbank. Quoique non exemptes d'ambiguïté, ces décisions devraient déboucher sur une hausse des taux d'intérêt (amorcée de puis plus d'une semaine déjà) dont les autorités monétaires de la R.F.A. auraient bien voulu se passer.

Il est clair que le programme de la Maison Blanche a été plutôt fraîchement accueilli par les milieux financiers. Le scepticisme est particulièrement vif à Londres où l'on ne se fait pas faute de rappeler le précédent que constitue, aux yeux de maints observateurs, l'expérience malheureuse de Mme Thatcher. En arrivant au pouvoir au printemps de 1979, les conservateurs britanniques avaient, eux aussi, commencé par

décider un allègement des impôts directs et une compression des dépenses publiques. Dans ces domaines, leurs propositions étaient plus modestes que celles de M. Reagan, mais celui-ci est loin de pouvoir compter sur le concours d'un Congrès où l'opposition démocrate semble décidée à faire trainer les choses, Mme Thatcher disposait d'une confortable majorité aux Communes.

Telle est la question la plus importante qui se pose : M. Reagan n'a-t-il pas à son tour minimisé la vigueur extraordinaire des pressions inflationnistes ? Cette erreur de jugement pourrait en effet lui valoir des lendemains difficiles. La crainte de tomber dans le piège du « thachérisme » (taux d'intérêt très élevés maintenus pendant une longue période de temps, accroissement du déficit budgétaire paralysant toute initiative pour sortir le pays de la récession) est l'obsession des plus dynamiques collaborateurs du président. Il n'est pas sûr qu'ils aient fait tout ce qu'il fallait pour éviter ce grave danger.

P. F.

LE PARTI COMMUNISTE ISOLÉ ?

Tenir la forteresse

par ANDRE FONTAINE

Le parti communiste serait-il en train de revenir au stalinisme, ou au bolchevisme primitif ? De donner dans le poujadisme et même, pendant qu'on y est, dans le fascisme ? Depuis Vitry et Montigny-lès-Cormeilles, on entend de tous côtés poser ces questions que relance le tumulte du Palais. Le *Nouvel Observateur* « s'épouvante », sous la plume de Georges Mamy, de « mesurer à quel point sa mue régressive sert et rejoint la plus vieille droite ». Arlette Lagullier accuse Georges Marchais dans *Lutte ouvrière*, d'aller « à la pêche aux voix dans les plus bas fonds », de concert avec MM. Giscard d'Estaing et Chirac. « Le P.C.F. à l'heure de la délation. Lénine, réveille-toi, ils sont devenus fous ! », titre

Sans Frontière, l'hebdo des immigrés. Depuis deux ans, conclut Guy Perrimont, dans *l'Unité*, organe du P.S., « les responsables communistes semblent avoir choisi le pire ».

Inutile de dire que les porte-parole et la presse de la majorité ne sont pas en reste. Du coup, le parti ne se fait pas faute de dénoncer, avec René Andrieu, le « consensus en train de se réaliser à l'heure actuelle contre nous (les communistes) qui existait chez les dirigeants des autres formations politiques au moment de la guerre d'Algérie ». Il aurait pu ajouter : comme au moment du pacte germano-soviétique ou du plan Marshall. Ce n'est pas la première fois que le P.C.F. se repèle, pour reprendre le mot d'Althus-

ser, sur sa forteresse. Mais comment, sauf à mettre en péril son identité, et donc son existence, pourrait-il faire autrement ?

Depuis l'automne 1977, les communistes en France n'ont plus d'alliés. S'ils s'étaient entendus, cinq ans auparavant, avec le parti socialiste, c'est parce qu'ils le jugeaient voué par ses contradictions mêmes à ne jamais pouvoir rivaliser avec une formation comme la leur, une par une discipline d'acier.

(Lire la suite page 2.)

« DAVID ET JONATHAS » A LYON

Une leçon politique

Après le merveilleux *Ercole Amante* de Cavalli, allégoire du mariage de Louis XIV (*Le Monde* du 6 mai 1979), qui va être heureusement présenté au Théâtre musical de Paris en mai prochain, Jean-Louis Martinoty, Michel Corboz et l'Opéra de Lyon renouvellent un tour de force du même ordre en ressuscitant le seul « opéra sacré » qui nous reste de Marc-Antoine Charpentier : *David et Jonathas*. Le miracle s'est reproduit d'un spectacle superbe, d'une musique belle et poignante.

C'est pour le collège Louis-le-Grand, établissement dirigé par les jésuites qui recevait les enfants

des nobles, les futurs serviteurs de l'Eglise et du royaume, que Charpentier écrivit cette œuvre, jouée à la mi-carême 1688. Mais ces « divertissements » deux fois par an avaient, bien entendu, une mission éducative. On lira dans l'abondante et captivante documentation rassemblée par Martinoty la longue recherche qui lui a permis de décrypter *David et Jonathas* comme « une leçon de comportement politique », un exposé de la doctrine d'obéissance à Dieu et à ses représentants sur la terre, le roi et le pape.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 23.)

Demain

LE MONDE DIMANCHE « LIBERTÉ 81 »

Les réponses des lecteurs du « Monde » à notre questionnaire.

AU JOUR LE JOUR

Faits divers

Il est parti discrètement. Privé d'emploi, puis de logement, il était simplement un peu plus seul et démuné que ses quelque un million six cent mille compagnons d'infortune. La faim et le froid ont eu raison de lui, dans un coin de Sochaux. Sans personne à qui demander grâce. Il n'y a pas que la drogue et la voiture qui tuent dans la France des années 80.

BERNARD BRIS.

« UNE FISCALITÉ ARCHAÏQUE PÉNALISE GRAVEMENT LES COMMISSAIRES-PRISEURS FRANÇAIS » nous déclare M. Michel Rostand

(Lire page 14.)

PIERRE BOULLE

L'énergie du désespoir

Pierre Boulle découvre une nouvelle source d'énergie

JULLIARD